

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**

IDCC : 843. – **BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

---

AVENANT N° 44 DU 10 JUILLET 2009  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2009  
(ILE-DE-FRANCE)  
NOR : *ASET0951243M*  
IDCC : *843*

---

Entre :

La chambre professionnelle des artisans boulangers-pâtisseries de Paris (CPABP),

D'une part, et

La FGTA CGT-FO ;  
La FNAA CFE-CGC ;  
La FGA CFDT ;  
La FNTA CFTC,

D'autre part,

Au terme d'une réunion de la commission paritaire régionale en date du 10 juillet 2009, réunie pour examiner notamment la revalorisation du salaire horaire minimum régional à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009, les parties se sont rapprochées et il a été décidé ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le salaire horaire de la région Ile-de-France est fixé ainsi qu'il suit, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2009 :

- pour les coefficients allant de 155 à 165, la valeur monétaire du point est fixée à 0,023299 € et la valeur monétaire de la constante est fixée à 5,272665 € ;

- pour les coefficients allant de 170 à 500, la valeur monétaire du point est fixée à 0,045585 € et la valeur monétaire de la constante est fixée à 1,61067 €.

## Article 2

En application de l'article 1<sup>er</sup>, le salaire horaire minimum de la région Ile-de-France à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est de :

### a) Personnel de fabrication

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
155	8,88
160	9,00
170	9,36
175	9,59
185	10,04
190	10,27
195	10,50
240	12,55

### b) Personnel de vente

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
155	8,88
160	9,00
165	9,12
170	9,36
175	9,59
180	9,82
185	10,04
190	10,27

### c) Personnel de service

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
155	8,88
160	9,00
170	9,36

d) Personnel de direction

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
320	16,20
500	24,40

**Article 3**

Considérant que les parties n'ont pas constaté d'écarts perceptibles (à postes comparables) dans la rémunération entre les hommes et les femmes au sein des entreprises affiliées aux organismes patronaux signataires du présent accord, il a été convenu que ces derniers s'attacheront à sensibiliser les professionnels de la branche (notamment par le biais de publications professionnelles) sur les principes d'égalité de traitement dont l'affichage est rendu obligatoire par l'article R. 3221-2 du code du travail.

**Article 4**

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Les parties soussignées solliciteront l'extension du présent accord auprès du ministère du travail.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)